



Faire front dans l'insertion

Kabirou Oumarou

© Une analyse de l'[IRFAM](#) – Liège, 2021 – n° 20

L'insertion à l'emploi des personnes migrantes¹ en Wallonie-Bruxelles est majoritairement fondée sur une logique de linéarité : l'apprentissage du français précède et conditionne l'entrée en formation professionnelle, étape elle-même difficilement contournable compte tenu de la très faible reconnaissance des diplômes acquis en dehors de l'UE. Fondé sur un principe d'équité, ce prérequis de la maîtrise de la langue correspond pourtant à une « *violence symbolique* ». Il peut ainsi engendrer un sentiment d'infantilisation et « *l'impression de perdre un temps précieux* » (Barras, 2021). En réponse à ce constat, des projets-pilotes de formations concomitantes combinant les cours de français à l'apprentissage d'un métier sont nés de l'initiative conjointe de la Trêve, du CEPPST et de Lire et Écrire Luxembourg (Stilmant et Breuskin, 2021). Cette alternative au modèle dominant de l'insertion est porteuse de résultats enthousiasmants et mériterait d'essaimer rapidement au sein du secteur wallon de l'insertion socioprofessionnelle. En questionnant les formations professionnalisantes, leurs conditions d'accès, leur rôle et leurs débouchés, cette offre concomitante est également l'occasion de s'interroger sur d'autres aspects. Ceux abordés dans cette analyse sont notamment liés à la division genrée et racialisée du travail et des pratiques de solidarité qui peuvent être entretenues dans des contextes fortement concurrentiels².

Faire front

Il s'agit d'abord de souligner l'intérêt des projets de formations concomitantes « *Des mots et des briques* » et « *Des mots pour communiquer et nettoyer* », proposés par les trois centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) mentionnés, et en particulier la collaboration interdisciplinaire du personnel impliqué dans l'organisation de ces formations. À l'image de nos sociétés multiculturelles, générer des synergies entre des corps professionnels différents ne peut qu'être un atout en vue d'offrir des offres de formations les plus intégratives et complètes possible aux stagiaires. Montrer un front uni et cohérent dans la diversité met en lumière ce que nos sociétés sont capables de devenir et de donner à ses

¹ Dans ce texte, sauf avis contraire, le masculin est utilisé comme épécène, les personnes désignées sont hommes, femmes et non-binaires.

² Cette analyse est issue d'une communication donnée lors du Forum sur l'insertion socio-professionnelle des personnes issues des migrations, organisé à Liège le 23 novembre 2021 par le CRIPEL et l'IRFAM. L'objectif était d'offrir un contrepoint réflexif à la présentation des initiatives de [formations concomitantes](#).

membres, d'ici et d'ailleurs, diplômés ou non, en termes d'accompagnement social et d'inclusion. C'est à cette capacité de « faire front » que nous proposons de nous intéresser, en particulier au niveau de la formation pour les techniciennes de surface. La structure idéologique des sociétés occidentales repose, en partie, sur une division entre, d'un côté, le travail manuel et, de l'autre côté, le travail intellectuel. Cette dichotomie en entraîne d'autres dans son sillage : enseignement technique ou professionnel et enseignement général, les arts et les sciences, le corps et l'esprit, les femmes et les hommes, les profils peu qualifiés ou les profils qualifiés, etc. En nous basant sur l'hypothèse du Grand Partage, fortement assise dans les sciences sociales, mais également sur les idées développées par Françoise Vergès dans son livre « *Un féminisme décolonial* » (2019), nos sociétés conduisent les femmes migrantes peu qualifiées à occuper des postes de cet acabit.

En effet, l'[Organisation Internationale du Travail](#) rappelait en 2015 qu'à l'échelle mondiale, 73 % du travail domestique est réalisé par des femmes migrantes. En Belgique, ce secteur est un des principaux qui occupent également [les personnes sans titre de séjour](#), et majoritairement les femmes. Les raisons structurelles étant ce qu'elles sont, ces travailleuses sont dès lors confrontées à un métier peu rémunérateur, bien que fortement technique, et confrontées à des produits souvent nocifs pour la santé. L'aspect technique de la profession génère donc une offre de formation. Cependant, bien que cette dimension soit au cœur de l'initiative éducative, le public apprenant méconnaît peut-être ses droits en tant que travailleur, parfois trop occupé à éprouver de la reconnaissance d'avoir un travail et une place dans le corps social. Même si ce public sera soumis, comme tout un chacun, à la législation sur le travail et la sécurité du travailleur sur son lieu de prestation, en est-il averti ? Lui apprend-on qu'il peut se notamment se syndiquer ou que le contrat tient les rênes de son emploi ? Qu'il ou elle a, en fait, le droit de se défendre face aux injustices ?

Or cette dimension est particulièrement fondamentale quant à la profession de technicienne de surface qui, à l'instar du travail du soin dont elle fait partie, a « *fait l'objet d'un processus de sous-traitance auprès des personnes racisées et/ou issues de l'immigration post-coloniale, dont les conditions de travail les rendent particulièrement vulnérables aux abus de toutes sortes* » (Aristizábal Arango et Roussaux, 2020, 185).

Des corps qui résistent

Le mercredi 17 juillet 2019, les femmes de chambre de l'hôtel Ibis de Batignolles à Paris entrent en grève. Le préavis déposé mentionne des conditions de travail déplorables, une reconnaissance moindre et des salaires extrêmement bas. La société de sous-traitance STN, qui les a engagées, les paie non pas selon le volume horaire des heures prestées, mais bien en fonction du nombre de chambres nettoyées. Et l'ambition derrière ce chiffre n'est pas des moindres : elles sont tenues de nettoyer trois chambres et demie par heure, ce qui est tout bonnement impossible dénoncent-elles. Afin de respecter cet indice de performance, [elles se tuent, littéralement, à la tâche](#) : tendinites, maux de dos et au canal carpien, fatigue extrême, etc. Ce qu'elles réclament, c'est un calcul juste des heures, une revalorisation salariale et de travailler pour le groupe Accor, qui détient la société Ibis et STN, et non pas pour une entreprise de nettoyage dans la sous-traitance. Ce cas appelle à construire une

analyse de deux types de relation : entre, d'une part, le corps et le culte de la performance et, d'autre part, l'intégration des primo-arrivants et le capitalisme qui repose sur l'exploitation. En effet, les rapports professionnels et salariaux au corps sont prépondérants : « *tu n'as pas ton salaire si tu n'as pas réalisé ton quota de chambres* ». Ces rapports sont en fait des rapports de pouvoir, nous l'aurons compris. On pourrait dire, à l'aide du philosophe Michel Foucault (1976), que ce pouvoir ne cherche pas tant à punir qu'à forcer ou augmenter la productivité, la performance du corps afin que l'individu devienne ce qui est défini, par STN et ses règles, comme une « bonne » technicienne de surface, qui mérite un salaire. Le pouvoir produit une subjectivité : celle de la technicienne de surface. Et la produire, si j'ose dire, « à corps perdu ». Cela conduit à une première remarque : est-ce que la formation concomitante inclut, ou pourrait le faire, un module sur le corps et comment en prendre soin ? Étant donné qu'il s'agit d'un outil central dans cette profession, à la fois au niveau de la forme et de la fatigue, mais aussi vis-à-vis du contact avec certains produits nocifs ou dangereux, il me paraît important de soulever cette question.

Paradoxalement, la profession de technicienne de surface est caractérisée comme un métier socialement et économiquement dévalorisé, n'assurant qu'une très faible rémunération, alors qu'il s'agit de tâches particulièrement éprouvantes. Qui dit intégration, dit parler la langue, maîtriser les normes et codes culturels du pays dit d'accueil, être citoyen, etc., mais aussi participer minimalement au circuit de la consommation pour les pays occidentaux. On comprend par-là, notamment, la possibilité de se vêtir, de s'alimenter correctement, de payer un loyer pour un foyer salubre et correct, de régler ses factures, d'avoir un téléphone et éventuellement un ordinateur, du mobilier propre et en état, etc. Cela sans évoquer le fait d'avoir une famille, dont il faut également travailler à prendre soin. Pour avoir de la valeur en tant qu'individu en Occident, il est généralement conseillé d'avoir un travail pour ne pas être tristement considéré comme un « assisté », mais comment s'intégrer et se sentir valorisé avec un salaire aussi bas ? De nouveau, paradoxalement, il faut travailler pour avoir de la valeur, mais on peut se sentir marginalisé de rencontrer des difficultés à joindre les deux bouts.

Nourrir les solidarités

Si on suit l'analyse du sociologue Alain Ehrenberg, l'individualisme n'est pas qu'un angle d'analyse, mais bien une idéologie, du moins à l'heure du néolibéralisme : on doit apprendre à ne compter que sur nous-mêmes. L'autonomie est une norme, une attente. La complexité inhérente à l'octroi des allocations d'insertion ou de chômage ou encore ce qu'on appelle la « politique d'activation » des CPAS reflètent bien un retrait des politiques sociales assurantielles, qui prévalaient davantage par le passé. Atteindre cette norme, mais également avoir une reconnaissance morale (nécessaire dans une société d'individualisme) pour ce qu'on apporte à une entreprise, étant donné que le métier de technicienne de surface est à la fois fortement invisibilité et mal considéré, mettent en jeu l'intégration de la personne primo-arrivante.

Nous ne sommes, heureusement, pas en reste pour les prémunir, avec nos moyens, quant aux formes d'exploitation qui peuvent exister. Premièrement, les personnes migrantes sont souvent issues de cultures qui valorisent plutôt le collectif, la solidarité et l'entraide. La grève

des techniciennes de surface de STN était soutenue par un pot commun, alimenté par les proches et les partisans de leur mouvement, ce qui leur a permis de survivre financièrement à l'arrêt de leur activité. Ce mode d'organisation solidaire peut fonctionner comme un levier, un moyen qui peut être entretenu, encouragé et considéré, d'une façon ou d'une autre, dans les formations concomitantes, et qui est souvent présent dans l'esprit des personnes qui se forment. Deuxièmement, contre le pouvoir et l'exploitation peuvent intervenir les syndicats et le droit. Permettre à un ensemble de personnes et de métiers d'avoir une identité collective, de faire valoir leur dignité et leurs droits. Expliquer ce qu'est un contrat, ce qu'est un syndicat et son délégué, qu'est-ce que cela peut apporter et comment mobiliser cette entité, ce qu'on peut revendiquer et ce qu'on peut donner en retour, etc. Nous en revenons à notre interrogation initiale : est-ce que les formations concomitantes apprennent à « faire front » et comment le faire ?

Pour conclure, cette offre de formations est porteuse d'espoirs, en ce sens qu'on montre et qu'on ouvre la porte d'entrée de l'intégration, du moins matérielle, dans les sociétés occidentales. Cependant, cette porte se verrouille et se déverrouille au gré d'acteurs et d'entités qui tiennent aussi les rênes de l'intégration, autres que l'État ou les personnes : l'entreprise, le capitalisme, la condition salariale, etc. Néanmoins, elle peut être forcée, comme nous l'avons vu. En ce sens, il importe de garder dans les mémoires ce [qu'il s'est produit le 25 mai 2021](#) : après deux ans de grève, les femmes de chambres de l'hôtel Ibis ont obtenu gain de cause pour toutes leurs revendications.

Bibliographie

- Aristizábal Arango L. et Roussaux M. (2020), « Féminisme et travail de soin », *Politique*, hors-série, n°4, p. 180-187.
- Barras C. (2021), « La formation linguistique des migrants à la recherche d'un emploi : piège ou tremplin ? », *Analyses de l'IRFAM*, n° 18.
- Ehrenberg A. (1998), *La Fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris : Odile Jacob.
- Stilmant R. et Breuskin L. (2021), « Formation métier et alphabétisation : l'alternative de la concomitance », *Analyses de l'IRFAM*, n° 11.
- Foucault M. (1976), *Histoire de la sexualité 1. La volonté de savoir*, Paris : Gallimard.
- Vergès F. (2019), *Un féminisme décolonial*, Paris : La Fabrique Éditions.